

COMMUNIQUE DE PRESSE 4 – 19 JANVIER 2019

LE "POUVOIR" DES CITOYENS AFIN DE SOIGNER LES BLESSURES DES VILLES'

A "Co-Governance, coresponsabilité dans les villes aujourd'hui", on parle de blessures et de mal-êtres des villes et du rôle clé des citoyens vers une solution qui peut être telle seulement si elle est partagée et participative.

Du deuxième et du troisième jour des travaux du congrès "Co-governance, coresponsabilité dans les villes aujourd'hui", est en train d'émerger un nouveau concept de citoyenneté, laquelle est basée sur la participation qui se décline dans tous les milieux de vie de la ville : de la planification urbaine à la communication, de l'éducation à la prévention de la corruption, du parcours d'intégration culturelle à des expériences de dialogue interreligieux. Confiance et espérance ont été des paroles récurrentes, perspectives à vivre, valeurs à reconquérir.

"Dans quelques quartiers de Medellín, se trouvent des populations réellement résistantes. Ils essaient de construire leur propre ville dans la ville, une ville à la périphérie". L'expérience pilote de la ville—colombienne où on est partis de quartiers nés de la migration forcée pour mettre en place des projets urbains intégraux, ouvre l'espace dédié à la **planification urbanistique**. "On a commencé à impliquer les citoyens en partant des projets, car les œuvres appartiennent aux citoyens" a expliqué **Frederico Restrepo**, ingénieur et ex-directeur de l'EPM de la ville colombienne. Et concernant le problème de l'immigration, en augmentation en Colombie, aussi issue du Proche Venezuela, il a réaffirmé qu'on ne résout pas la question en construisant des murs : "Nous avons la responsabilité de construire des relations entre la ville et les régions limitrophes afin de résoudre ce problème social et profond que notre société est en train de traverser".

Également Melchior Nsavyimana, burundais, professeur à Nairobi, au 'Regional Integration and Development Institute' part des défis et des fragilités des villes d'aujourd'hui et se demande quelle est l'espérance du futur : "D'après les chiffres de la Banque Mondiale (2017), pour satisfaire les besoins infra-structurels de base, le continent africain a à disposition seulement \$ 68 milliards ; montant absolument insuffisant. La ville de demain doit être réinventée en mettant le citoyen au centre des politiques urbaines, ses besoins et son futur".

Et parmi les défis les plus grands que les villes ont à relever sous chaque latitude, il y a celui de la communication. On en parle avec **Fadi Chehadé, ex-administrateur délégué de ICANN et fondateur de Vocado**. "Nous devrions arrêter de parler de villes intelligentes, mais plutôt de villes viables, où la technologie est réellement au service de l'homme. Aujourd'hui, l'unique manière avec laquelle les administrateurs peuvent contrôler le pouvoir de la technologie et de ses multinationales est du bas vers le haut,

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com

c'est-à-dire à partir des citoyens ; c'est le moment propice pour intervertir la tendance et pour que les citoyens fassent entendre leur propre voix". Et sur le grand thème de l'éthique en relation avec la technologie : "Il faut créer un système digital dans lequel il y ait des valeurs, mais la technologie de laquelle nous avons peur, est justement celle qui, en elle-même détient la solution, cela dépend du comment nous l'utilisons. Dans la Silicon Valley, il y a déjà aussi des gens qui pensent ainsi. Cette idée donc n'est pas loin de la réalité".

A C-Governance, on ne parle pas seulement de défis qui répondent aux problématiques actuelles, mais aussi de pistes pour la prévention des plaies de la société, comme celle de la corruption. Pour **Adriana Cosseddu, professeure de Droit à l'Université de Sassari (Italie)**, l'idée de légalité est à "repenser avant tout dans le 'pourquoi' de la règle et dans l'impact de chaque action illégale ou légale". De telle façon à ce que l'engagement de chacun ne visera pas, comme cela se passe souvent, à contourner la règle, mais à une observation qui oriente à dépasser l'intérêt individuel pour regarder plus loin, au bien de l'autre, dont je deviens constructeur". "Mais – a-t-elle conclu – avons-nous le courage de renoncer dans les situations les plus variées, à un bénéfice personnel devant les nécessités aujourd'hui, d'un autre, et demain, de la communauté? C'est ici que commence, je pense, l'édification du 'nous' que nous voudrions voir habiter nos villes et que dans sa façon de tisser un réseau de relations, il contient en lui-même, la capacité de les renouveler".

C'est justement le slogan "Celui qui respecte les règles est heureux" qui a été choisi pour un projet de jumelage culturel avec des pays de langue allemande pour des jeunes, réalisé à l'Auberge de jeunesse **Bella Calabria à San Leonardo di Cutro** (Italie), ouverte en 2015, grâce à un appel qui mettait à la disposition, des biens confisqués à la 'Ndrangheta. "Nous nous sommes inventés ce programme de 48 heures, à l'auberge de jeunesse – raconte le gérant **Loris Rossetto** – qui a pour titre : fais aux autres ce que tu voudrais qu'on te fasse. Les élèves apprennent les langues étrangères à travers des simulations et des dialogues en langue, avec l'utilisation du 'cooperative learning'. Après une première auberge de jeunesse, nous en avons ouvert une autre dans le centre de Crotone. Et ici, toujours la même idée : ne jamais arrêter de rêver, les pieds sur terre, le regard tourné vers le ciel, afin d'aimer et d'améliorer le propre territoire".

Danuta Kaminska, administratrice publique dans le Conseil de la Silésie Supérieure, présente une Pologne différente de celle que les médias de l'Europe occidentale présentent, fermée et souveraine. Il y a des villes comme Katowice, qui accueillent et travaillent pour intégrer les migrants qui l'année passée ont été au nombre d'environ 700.000 en Pologne, en majorité des ukrainiens. "Afin d'activer la 'co-governance' dans notre ville, nous avons compris qu'il faut soutenir nos citoyens du point de vue moral en plus du point de vue pratique. La collaboration avec les communautés religieuses et les organisations non gouvernementales aide l'intégration des citoyens et les aide à faire toujours plus partie de la communauté sociale. Comme par exemple, le soutien aux communautés religieuses juives et musulmanes".

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com

En ce qui concerne Florence, (Italie) le **“pacte de citoyenneté” pour promouvoir les valeurs de la cohabitation, de la connaissance et du respect réciproques, a été signé en février 2016, entre l’Imam Izzedin Elzir et le Maire Nardella.** Depuis lors, Pise, Turin, et plusieurs autres villes ont suivi l’exemple d’un Pacte devenu national. L’imam raconte à Co-Governance les termes de l’accord : utilisation de la langue italienne dans les mosquées ; transparence financière des communautés islamiques, éducation à la citoyenneté et au respect des lois : “Nous essayons d’éduquer nos fidèles à être citoyens italiens de foi musulmane : la foi ne s’oppose pas à la citoyenneté”.

Demain, le congrès se terminera avec la présentation et l’adhésion des participants au **“Pacte pour la Ville de Co-Governance”**, élaboré ces jours-ci, qui reportera les idées et les pratiques de gouvernement participatif, efficace, solidaire et communautaire.

Pour de plus amples informations : cogovernance2019@gmail.com – www.co.governance.org

Bureau de Presse Co-governance : Stefania Tanesini – 3385658244 – Lorenzo Russo - 3402741728

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com



Promoters

